

ALGÉRIE

À la fin de novembre, le parlement algérien a approuvé le budget de l'exercice 2016. Les dépenses publiques restant dans leur intégralité inchangées par rapport au projet budgétaire, il n'y aura pas de répercussions concrètes sur nos prévisions budgétaires. Pour être plus précis, les dépenses vont chuter à 7,98 trillions DZD, un chiffre de 8,8% inférieur au budget supplémentaire de 2015. Les dépenses d'investissement vont reculer de 16%, tandis que les dépenses récurrentes vont être diminuées de 3,3%.

S'il est certes nécessaire de prendre des mesures pour faire face à la chute des recettes pétrolières, la réduction marquée des dépenses d'investissement va avoir des conséquences significatives sur le secteur de la construction, lequel dépend fortement des projets de l'État. De surcroît, elle va entraîner une progression du chômage, sachant que ce secteur représente près de 18% de l'ensemble de l'emploi.

Autre évolution notable dans le budget pour 2016, le gouvernement a annoncé que les prix de l'essence, du gazole, du gaz et de l'électricité allaient, pour la première fois depuis dix ans, augmenter. Selon l'agence *Reuters*, le prix de l'essence va ainsi passer de 23,60 DZD (0,22 \$EU) à 29,60 DZD le litre, et celui du gazole de 13 DZD (0,12 \$EU) à 14 DZD le litre).

Cela dit, malgré cette augmentation en 2016, les prix locaux des carburants pratiqués en Algérie demeureront parmi les plus bas dans le monde. En termes nominaux, la facture des subventions devrait néanmoins être plus élevée, dans la mesure où le gouvernement a budgétisé une augmentation de 7,5% des subventions explicites (c.-à-d. celles qui figurent au budget). Selon l'*Algérie Presse Service (APS)*, les subventions explicites et implicites (hors budget) combinées sont projetées atteindre 18,8% du PIB en 2016.

Toutefois, l'augmentation des prix des carburants qui sont annoncées inaugure le début d'un processus long et tardif destiné à éliminer le dispositif de subventions aussi coûteux que dispendieux. Il s'agit toutefois une mauvaise nouvelle pour les entreprises industrielles, lesquelles bénéficient des coûts bas des carburants dans leurs intrants et pour les consommateurs algériens, qui verront leur pouvoir d'achat se contracter.

Le gouvernement a aussi mis un frein aux importations pour tenter d'enrayer la diminution des réserves de devises étrangères. Selon l'*APS*, 63 produits agricoles importés depuis l'Union européenne vont être assujettis à ce que l'on appelle des «permis d'importation non automatiques» qui seront introduits à partir de janvier 2016. Une mesure qui implique que, pour avoir une chance d'importer ces produits, les importateurs seront tenus d'en faire la demande directement au Ministre du commerce.

Par ailleurs, des «permis automatiques» seront requis pour quatre produits: véhicules, ciment, barres d'armature et produits d'alimentation du bétail. Ce type d'autorisation sera délivré par des services autres que le Ministre du commerce. Il appartiendra toutefois au gouvernement de fixer les quotas, à savoir, la quantité maximale de chaque produit qui pourra être importée.

L'*APS* a cité les propos d'un officiel du gouvernement qui a déclaré que le nombre de produits nécessitant un «permis automatique» serait éventuellement augmenté à dix. Il semble donc que les entreprises locales et les consommateurs vont être confrontés de manière grandissante à des pénuries de certains produits.

Ces derniers jours, les prix du pétrole ont continué de reculer dans le monde, chutant à environ 38 \$EU le baril le 10 décembre dernier. Notre prévision actuelle de référence est que le prix du baril de Brent (pétrole brut) atteindra en moyenne 52,8 \$EU en 2016, en chute contre 53,9 \$EU en 2015. Suivant ce scénario, les perspectives pour la balance des comptes courants et l'équilibre budgétaire sont d'ores et déjà très mauvaises, le déficit des comptes courants étant projeté à 15,7% du PIB et le déficit budgétaire à 9,7% du PIB.

Toutefois, sachant que le prix du pétrole est aujourd'hui en deçà de 40 \$EU le baril, il est évident que la situation risque d'empirer. La conclusion majeure que l'on peut en tirer est qu'il est probable que l'austérité budgétaire et les restrictions aux importations vont s'intensifier plutôt que s'arrêter et donc que la croissance économique risque d'être faible à moyen terme.

Cependant, ainsi que l'ont souvent noté par le passé les analystes d'*Oxford Economics*, il est vraisemblable que le gouvernement va soutenir la production intérieure de certaines industries dans le cadre de leurs plans destinés à réduire la facture des importations, à savoir que les industries de fabrication de matériaux de construction figureront très certainement au nombre de celles qui bénéficieront probablement d'un appui dans le cadre d'incitations à l'investissement.

Panorama de l'économie sud-africaine

Mise à rude épreuve ces derniers temps, l'économie sud-africaine en montre clairement les effets comment l'illustrent les toutes dernières mesures prises pour redresser la confiance des consommateurs et des entreprises. L'Office de la recherche économique (BER) a indiqué que, si la confiance du consommateur avait quelque peu rebondi au troisième trimestre, elle était néanmoins restée profondément ancrée en territoire négatif après avoir, au deuxième trimestre, atteint son niveau le plus bas depuis quinze ans

De même, l'Indice de confiance des entreprises (BCI) de RMB/BER a, au quatrième trimestre, chuté à son point le plus bas depuis 2009. Le BCI s'est situé en moyenne à 41,5 en 2015, sa valeur la plus basse depuis la crise financière mondiale de 2008-2009. En fait, depuis le début de 2008, l'Indice n'a été en territoire positif (au-dessus de 50) que quatre trimestres.

Cela montre à quel point l'économie sud-africaine est à la peine ces dernières années sur fond de problèmes persistants liés aux droits des travailleurs, à la demande morose à l'étranger et dans le pays, à la chute des prix des produits de base, à la lenteur des réformes structurelles et, plus récemment, aux fréquentes coupures d'électricité qui ont perturbé la croissance économique

Historiquement, à chaque fois que le BCI a plongé en deçà des 30 points, cela a annoncé une menace de récession et, alors que l'Indice est passé sous la barre des 40 points au second semestre de 2015, ce rapport indique que le risque de récession plane plus que jamais. En fait, les chiffres de Statistiques Afrique du Sud (StatsSA) ont révélé que l'économie sud-africaine avait frôlé une récession technique au T3.

StatsSA a communiqué que la croissance du PIB réel n'avait grignoté que 0,7% en glissement trimestriel durant la période de juillet à septembre après s'être contracté de 1,3% en glissement trimestriel au trimestre précédent. Au cours du T3, les principaux contributeurs positifs ont été l'industrie manufacturière (+6,2% en glissement trimestriel), qui a ajouté 0,8 point de pourcentage à la croissance globale, ainsi que les services de la finance, de l'immobilier et du commerce (+ 2,8% en glissement trimestriel), lesquels ont contribué 0,6 point de pourcentage.

D'un autre côté, la sécheresse qui sévit dans la région a généré de la valeur ajoutée dans le secteur de l'agriculture, des forêts et des pêches, qui s'est contracté de 12,6% en glissement trimestriel, marquant ainsi son troisième trimestre consécutif de recul. Les mines & l'extraction et l'électricité, le gaz & l'eau ont également pesé sur la croissance globale au troisième trimestre, se contractant de 9,8% et 8% chacun en glissement trimestriel. Tous ces éléments ont entraîné un ralentissement de la croissance économique réelle à 1% seulement en glissement trimestriel durant le T3 de 2015, ce qui représente le plus lent rythme d'expansion annuelle depuis la récession de 2009.

Bien que le secteur manufacturier ait fortement rebondi au troisième trimestre, l'Indice des directeurs d'achats (PMI) manufacturier de novembre indique que ce rebond sera de courte durée. En fait, le PMI est retombé de 48,1 en octobre à 43,3 plus récemment, enregistrant son plus bas niveau depuis août 2009.

Novembre a aussi été le septième mois cette année à afficher une valeur en deçà de 50 points sur le PMI – ce qui suggère une contraction de l'activité dans les usines – et le quatrième consécutif. En outre, c'est la première fois depuis la fin de 2009 que l'ensemble des principales sous-composantes du PMI se situe en dessous du seuil neutre des 50 points.

L'Indice de confiance dans la construction FNB/BER a gagné quatre points pour atteindre 48 au dernier trimestre de l'année, une valeur qui, dans l'ensemble, est en ligne avec la moyenne de long terme. Sur les six sous-secteurs, quatre ont enregistré une amélioration durant le trimestre précédent, à savoir les détaillants de matériaux de construction (+24 à 61), les économistes en construction (+6 à 53), les fabricants de matériaux de construction (+5 à 31) et les architectes (+1 à 55).

En revanche, les niveaux de confiance chez les entrepreneurs principaux (-6 à 39) et sous-traitants (-5 à 51) ont chuté au trimestre précédent. Dans l'ensemble, le rapport montre que, si l'activité de la construction dans le résidentiel s'est notablement améliorée au dernier trimestre, le ralentissement s'est aggravé dans le hors résidentiel.

Dans l'ensemble, le BER a observé que la croissance dans le secteur de la construction avait retrouvé un certain élan au dernier trimestre de 2015 après ce qui fut une année relativement lente. Parallèlement, la demande en travaux de construction dans le neuf hors résidentiel se raréfie et pourrait l'emporter sur toute amélioration supplémentaire dans le marché du résidentiel.

Nigéria

Au Nigéria, la croissance économique a progressé à 2,84% en année glissante au troisième trimestre (T3), un mieux par rapport à 2,35% en année glissante au second trimestre (T2). Ce rebond était largement attendu suite aux graves crises de carburant qui ont perturbé le pays durant le T2.

Cela n'empêche toutefois pas le fait que la croissance du PIB réel au troisième trimestre ait été notablement plus faible que prévu. Le secteur des services s'est de nouveau avéré être le principal facteur de croissance, tandis que la médiocre performance persistante de l'industrie en général est préoccupante.

En ce qui concerne la construction, l'industrie a continué sa spirale baissière pour se contracter au troisième trimestre. Il est probable qu'à cet égard, des facteurs relevant des dépenses d'investissement en baisse durant l'exercice et les difficultés de l'alimentation en électricité qui persistent en soient les principaux coupables, tandis que la stratégie de la banque centrale consistant à resserrer les liquidités en devises étrangères aura aussi joué un rôle significatif.

Pour le reste de l'année 2015, les perspectives demeurent moroses et le fait que le pays ait de nouveau connu une pénurie aiguë de carburant en novembre ne fera que compliquer la situation davantage. Cela dit, il est possible que la construction ait trouvé sa planche de survie lorsqu'Abuja a annoncé que jusqu'à 30% de l'enveloppe totale des dépenses prévues au titre du budget de l'exercice 2016 seraient consacrés aux dépenses d'investissement.

Récents faits saillants

Valeur ajoutée réelle – L'industrie de la construction a été l'un des principaux facteurs de croissance ces dernières années. Elle a connu une expansion d'environ 13% en 2014, mais les dépenses d'investissement en diminution, le resserrement des liquidités en devises étrangères et les problèmes persistants d'alimentation électrique ont commencé à peser sur les firmes opérant dans cette industrie.

Selon l'Office national des statistiques (NBS), l'industrie de la construction s'est contractée de 0,11% en année glissante au troisième trimestre. Les perspectives pour le reste de l'année ne s'annoncent guère plus brillantes, sachant qu'une nouvelle pénurie d'électricité – ici encore due au retard dans le paiement des subventions – à la mi-novembre va probablement brider la croissance économique au quatrième trimestre (T4).

Budget de l'exercice 2016 – Le gouvernement du Nigéria a adopté le projet de budget pour l'année 2016 le 7 décembre. Selon *Reuters*, il autorise le Gouvernement fédéral du Nigéria (FGN) à des dépenses de 6 trillions N, un chiffre en hausse contre 4,493 trillions N dans le budget révisé de l'exercice 2015.

Les autorités ont par ailleurs déclaré qu'environ 30% de l'enveloppe des dépenses seraient consacrés aux dépenses d'investissement. Sachant qu'elles ont représenté moins de 6% des dépenses totales du FGN durant la première moitié de 2015, cette récente annonce est un bon présage pour l'industrie de la construction à la veille de 2016.

Indice des directeurs d'achats (PMI) – Le PMI hors industrie manufacturière a reculé à 49,6 en novembre, en baisse par rapport au chiffre de 51,9 le mois précédent. La construction reste l'une des industries qui entraîne l'indice global à la baisse.

Le PMI de la construction s'est enfoncé plus avant en territoire de contraction, le chiffre chutant de 40,6 en octobre à 40 en novembre. Eu égard aux sous-indices liés à la construction, l'activité commerciale a augmenté de 3,5 points, à 44,1, en novembre, une progression qui a été plus que neutralisée par un recul de 6,8 points dans l'emploi.

Quoi qu'il en soit, le fait que le PMI ait reculé dans la construction indique que le rythme de la contraction s'est accéléré en novembre.